

Prise de position : « Pour une politique énergétique et climatique équitable : investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat) » / votation populaire du 8 mars 2026

La Suisse vise la neutralité climatique d'ici 2050. L'objectif de zéro émission nette a été décidé en 2019 par le Conseil fédéral et est inscrit dans la loi sur le climat et l'innovation, qui a été adoptée en juin 2023 à 59,1 %. La mise en œuvre prend toutefois du retard. L'initiative pour un fonds climat demande que la Confédération crée un fonds pour financer les investissements en faveur de la protection du climat, du tournant énergétique et de la biodiversité. Celui-ci doit être alimenté chaque année à hauteur d'au moins 0,5 % du produit intérieur brut. Ces moyens doivent être affectés à l'assainissement des bâtiments, au développement des énergies renouvelables, à la mobilité respectueuse du climat et à la préservation des écosystèmes. Ils ne seraient pas soumis au frein à l'endettement.

Comme contre-projet indirect (qui entrera en vigueur si l'initiative est rejetée), le Conseil fédéral a décidé d'une modification de la loi sur l'énergie et de la loi sur le CO₂. Celle-ci comprend :

- des moyens supplémentaires pour la protection du climat et la biodiversité ;
- un montant maximal annuel de CHF 1,2 milliard pour des programmes correspondants ;
- un financement par les recettes existantes et des instruments de soutien ciblés.

suissetec salue le but de l'initiative, qui consiste à renforcer les efforts déployés pour atteindre les objectifs climatiques. Les investissements dans la technique du bâtiment constituent un levier central dans ce contexte. Il est urgent de faire avancer la décarbonisation du parc immobilier, en particulier en remplaçant les systèmes de chauffage. A l'avenir, les bâtiments devront être construits et exploités de manière climatiquement neutre, et contribuer à la production d'énergie à partir de sources renouvelables. Cela étant, suissetec estime que le financement par un fonds public n'est pas une bonne solution. Il lui paraît plus pertinent de pérenniser les instruments existants, tels que le Programme Bâtiments. suissetec rejette donc l'initiative pour un fonds climat et recommande de voter « non ».

wida / 21.01.2026